

FIRST AFRIQUE

HHEBDO N°0476 du 14 au 20 Oct 2024

Magazine



AFSIA SOLAR
AWARDS

2024

ISMÈNE
AHAMIDÉ
UNE FIERTÉ BÉNINOISE

Sommaire

ASFIA SOLAR AWARDS 2024

ISMÈNE AHAMIDÉ, UNE FIERTÉ BÉNINOISE



BENIN

NATATION

LE BÉNIN BRILLE AUX CHAMPIONNATS D'AFRIQUE



BENIN

SPORTS

CHAMPIONNATS INTER-COMMUNES POUR JEUNES TALENTS LANCÉS

ART CONTEMPORAIN

FUSION ET HÉRITAGE BÉNINOIS



CULTURE

AGRICULTURE

RENFORCEMENT DES LIENS CÔTE D'IVOIRE-GHANA



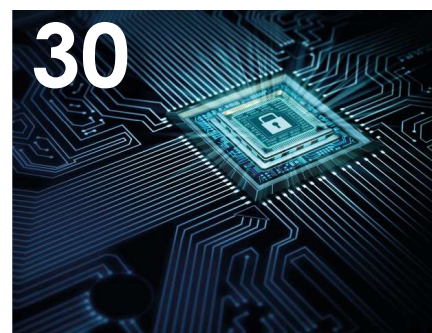
AFRIQUE

RÉSEAUX SOCIAUX

SAVOIR ET DÉSINFORMATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

NUMÉRIQUE

BIG DATA, IA ET CYBERSÉCURITÉ



TECHNOLOGIE

DIPLOMATIE

SAHARA, FRANCE

ET DIPLOMATIE PARALLÈLE MAROCAINE

Jeunesse africaine : potentiel négligé, avenir compromis

L'Afrique abrite la population la plus jeune du monde, avec plus de 60 % de ses habitants âgés de moins de 25 ans. Ce dynamisme démographique, souvent décrit comme une «bombe démographique», pourrait devenir une formidable opportunité de développement économique et social pour le continent. Cependant, cette jeunesse reste aujourd'hui un potentiel inexploité, faute de stratégies adaptées et de volonté politique. Nos dirigeants doivent se saisir de cette réalité avant qu'elle ne devienne un facteur d'instabilité.

Le chômage des jeunes, qui dépasse les 30 % dans certains pays, est un fléau. La promesse d'une vie meilleure reste un mirage pour beaucoup, conduisant à des vagues de migration vers l'Europe et d'autres régions, à la recherche de perspectives. Les cerveaux quittent le continent, et avec eux, les idées, les innovations et les compétences dont l'Afrique a tant besoin pour se moderniser. La jeunesse, qui devrait être un moteur de croissance, est ainsi reléguée à une génération de déçus.

Pourtant, cette situation pourrait être renversée si les États africains investissaient de manière substantielle dans la formation professionnelle et technique des jeunes. Au-delà de l'éducation classique, il est crucial de développer des compétences adaptées aux réalités du marché de l'emploi, comme l'agriculture durable, les nouvelles technologies et l'artisanat. De tels investissements pourraient non seulement réduire le chômage, mais aussi favoriser la création de petites et moyennes entreprises qui stimuleraient les économies locales. Cela nécessite cependant une vision à long terme et un véritable engagement politique pour créer un environnement propice à l'épanouissement de cette jeunesse.

Mais l'avenir n'est pas figé. Les initiatives de jeunes Africains, dans des domaines aussi divers que les technologies, l'agriculture moderne, ou les énergies renouvelables, montrent un potentiel immense. Il est urgent que nos gouvernements investissent dans ces talents à travers des politiques publiques audacieuses : encourager l'entrepreneuriat, réformer le système éducatif pour l'aligner aux réalités économiques, et renforcer les structures d'accompagnement.

Nos dirigeants doivent comprendre que la stabilité de nos pays et la croissance de notre continent dépendent de la manière dont ils traiteront cette question. La jeunesse africaine n'est pas un fardeau, mais une richesse. Ignorer son potentiel, c'est compromettre l'avenir de toute une génération et, avec elle, l'avenir de l'Afrique. Il est temps d'agir pour transformer ce défi en une opportunité de renouveau.

F.K../La rédaction



ISMÈNE AHAMIDÉ UNE FIERTÉ BÉNINOISE



ISMÈNE AHAMIDÉ UNE FIERTÉ BÉNINOISE

C'est avec une immense fierté que nous annonçons la nomination de Madame Ismène AHAMIDE, Directrice Générale d'ISMAST ENERGY, aux AFSIA Solar Awards 2024. Cette distinction prestigieuse met en lumière une figure emblématique du secteur de l'énergie solaire en Afrique, et souligne son parcours exceptionnel en tant que femme leader dans un domaine souvent dominé par les hommes. En étant la seule femme nominée cette année, Madame AHAMIDE incarne un modèle de réussite, d'innovation et de détermination pour les générations futures.

Un Parcours d'Excellence et d'Innovation

Le parcours d'Ismène AHAMIDE est à la fois inspirant et révolutionnaire. Issue d'un milieu modeste, elle a toujours eu une passion pour la technologie et un profond désir de contribuer au développement durable de l'Afrique. Dès son plus jeune âge, elle s'est intéressée aux solutions énergétiques alternatives, consciente des défis que posait l'accès à l'énergie pour de nombreuses communautés africaines.

Après avoir obtenu un diplôme en ingénierie électrique et énergétique, elle s'est rapidement imposée dans le secteur de l'énergie solaire. En fondant ISMAST ENERGY, elle a non seulement créé une entreprise innovante, mais elle a également participé activement à la lutte contre la pauvreté énergétique en Afrique. Sa vision : rendre l'énergie propre accessible aux populations les plus vulnérables, notamment dans les zones rurales et isolées où les infrastructures traditionnelles d'électricité sont souvent inexistantes ou inadéquates.

ISMAST ENERGY : Une Entreprise au Service des Communautés

Sous la direction d'Ismène AHAMIDE, ISMAST ENERGY a électrifié des centaines de villages, fourni des solutions solaires à des infrastructures sociales telles que des hôpitaux, des écoles, et a permis à des milliers de ménages d'accéder à une énergie fiable et abordable. Son entreprise est un acteur clé dans le secteur de l'énergie solaire en Afrique, travaillant sans relâche pour déployer des technologies innovantes qui répondent aux besoins spécifiques du continent.

La nomination d'Ismène AHAMIDE aux AFSIA Solar Awards 2024 n'est donc pas seulement une reconnaissance de ses compétences techniques, mais également de son engagement envers le développement durable et l'inclusion sociale. En intégrant des modèles d'affaires qui privilégient les énergies renouvelables, elle a démontré que l'énergie solaire peut être un moteur de transformation sociale et économique.

Une Figure de Proue pour les Femmes dans le Secteur de l'Énergie

Le fait qu'Ismène AHAMIDE soit la seule femme nominée cette année pour les AFSIA Solar Awards en dit long sur le chemin qu'elle a parcouru et les barrières qu'elle a dû surmonter. Dans un secteur encore largement dominé par les hommes, elle a su s'imposer avec brio, prouvant que les femmes ont non seulement leur place dans l'industrie des énergies renouvelables, mais qu'elles peuvent aussi en être des leaders incontournables.

Cette nomination marque un tournant symbolique pour toutes les femmes qui souhaitent se lancer dans des carrières techniques

et scientifiques. Madame AHAMIDE est un modèle de persévérance, démontrant que la passion, la rigueur et le travail acharné peuvent mener à des sommets, même dans des domaines réputés difficiles d'accès pour les femmes.

Les AFSIA Solar Awards : Une Reconnaissance Internationale

Les AFSIA Solar Awards sont l'un des prix les plus prestigieux dans le domaine de l'énergie solaire sur le continent africain. Ils récompensent les acteurs qui ont apporté des contributions significatives à la promotion des énergies renouvelables, que ce soit à travers des projets innovants, des politiques de développement ou des initiatives entrepreneuriales. Cette reconnaissance met en lumière l'importance croissante de l'énergie solaire en tant que solution durable pour les défis énergétiques de l'Afrique. Le continent, riche en ressources solaires, est devenu un terrain fertile pour les innovations dans ce secteur. Et à travers des leaders comme Ismène AHAMIDE, l'Afrique est en train de s'affirmer comme un acteur mondial incontournable dans la transition énergétique.

ISMÈNE AHAMIDÉ UNE FIERTÉ BÉNINOISE



ISMAST ENERGY SARL

ENERGY DEVELOPMENT PARTNERS

CONTACTEZ NOUS

(+229) 64 53 65 65 / 52 29 35 43

www.ismastenergy.bj

TOKPLEGBE AKPAKPA Lot 52D, Villa 624 Cotonou Bénin
ismastenergy@gmail.com

Le Pouvoir de la Collaboration et de l'Impact Social

L'une des caractéristiques les plus marquantes du travail d'Ismène AHAMIDE est son approche collaborative. Elle a su s'entourer d'une équipe d'experts et de partenaires engagés pour garantir la réussite de ses projets. En travaillant en étroite collaboration avec des gouvernements, des ONG, et des communautés locales, elle a pu non seulement étendre la portée de ses initiatives, mais aussi s'assurer que ces projets aient un impact durable.

Son engagement va au-delà de la simple four-

niture d'énergie. À travers ISMAST ENERGY, Madame AHAMIDE a mis en place des programmes de formation pour autonomiser les jeunes et les femmes dans les zones rurales, en leur offrant des compétences techniques et entrepreneuriales qui leur permettent de contribuer au développement de leurs propres communautés.

Un Appel à Soutenir Ismène AHAMIDÉ

La nomination d'Ismène AHAMIDÉ aux AFSIA Solar Awards 2024 est une opportunité pour chacun de célébrer l'impact d'une femme qui change l'avenir de l'énergie en

Afrique. Elle incarne les valeurs d'engagement, de persévérance et de leadership. Son travail illustre comment les initiatives locales peuvent transformer des vies et contribuer à la lutte contre les changements climatiques à une échelle globale.

Nous avons besoin de votre soutien pour que son parcours et ses réalisations soient couronnés de succès lors de cette prestigieuse compétition. Le vote est ouvert et chaque voix compte. En soutenant Ismène AHAMIDE, nous soutenons une Afrique qui innove, une Afrique qui avance, et une Afrique qui prend les

devants dans la transition énergétique mondiale.

Ensemble, faisons briller cette pionnière de l'énergie solaire et montrons que l'avenir de l'Afrique est entre de bonnes mains grâce à des leaders comme elle. Votez dès maintenant pour Ismène AHAMIDE aux AFSIA Solar Awards 2024 et célébrons une femme qui façonne l'avenir de l'énergie solaire en Afrique !

Wilfrid K.

La rédaction

First Afrique Tv

ISMÈNE AHAMIDÉ UNE FIERTÉ BÉNINOISE



AFSIA SOLAR AWARDS

2024



6 November 2024



6.00 – 9:00 pm



In Collaboration with

REFA
RENEWABLE
ENERGY
FORUM
AFRICA



SITE-
SOLUTIONS FOR THE ENERGY SECTOR



ASTROENERGY

pv magazine

RÉFORMES DANS L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE



Depuis 2016, le secteur de l'enseignement maternel et primaire au Bénin a connu une série de réformes importantes, visant à améliorer la qualité de l'éducation, à moderniser les infrastructures et à renforcer les ressources humaines. Ces réformes ont contribué à rétablir la confiance en l'école publique et à offrir de meilleures conditions d'apprentissage pour les enfants. Ce processus de transformation est marqué par une série d'initiatives qui touchent à la gouvernance du sous-secteur, aux infrastructures scolaires et administratives, ainsi qu'à la gestion des ressources humaines, avec des résultats concrets et encourageants.

Avant 2016, l'enseigne-

ment au Bénin, notamment aux niveaux maternel et primaire, était gravement affecté par des grèves récurrentes. Ces grèves perturbaient les années scolaires, réduisant la durée effective de cours à environ cinq mois par an au lieu des neuf mois requis. Les enfants se retrouvaient souvent désœuvrés dans les rues, augmentant leur exposition aux risques sociaux et compromettant leur avenir scolaire. Cette instabilité chronique, qui a duré presque deux décennies, a profondément sapé la confiance dans l'école publique.

Face à cette situation, le gouvernement du Président Patrice Talon a entrepris une réforme fondamentale dès son accession au pouvoir en 2016. Une des mesures phares a été l'encadrement du droit

de grève dans le secteur de l'éducation. Si cette décision a suscité des critiques à ses débuts, elle est aujourd'hui largement saluée par les enseignants eux-mêmes ainsi que par les parents d'élèves, qui craignaient un retour à la désorganisation du passé. Grâce à cette réforme, le Bénin bénéficie désormais d'années scolaires stables et complètes, conformes aux standards internationaux. Le retour à une année scolaire régulière et planifiée a non seulement renforcé la confiance des parents dans l'école publique, mais aussi permis une amélioration notable des performances scolaires.

En 2023, le taux de réussite au Certificat d'Études Primaires (CEP) a atteint 81,29%, contre seulement 41,98% en 2016. Cette

progression spectaculaire reflète l'impact positif des réformes sur la gouvernance du secteur éducatif. La régularité des cours, associée à des conditions d'apprentissage améliorées, a considérablement rehaussé le niveau général des élèves.

Le défi des infrastructures a toujours été une préoccupation majeure dans le système éducatif béninois. En 2016, le pays accusait un déficit criant de 8.794 salles de classe dans l'enseignement primaire, ce qui affectait directement la qualité de l'enseignement. Les élèves se retrouvaient souvent entassés dans des classes surchargées, avec des conditions d'apprentissage déplorables.

Conscient de cet enjeu, le gouvernement a lancé un vaste programme de

RÉFORMES DANS L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE

construction et de réhabilitation des infrastructures scolaires. Entre 2016 et 2023, environ 8.000 nouvelles salles de classe ont été construites et 3.000 autres réhabilitées. Ces efforts ont permis de réduire considérablement la surcharge des classes, avec un ratio élèves/salle de classe qui se situe désormais autour de 40 élèves par salle, bien en dessous de la norme Éducation de Qualité pour Tous (EQT) qui préconise 50 élèves par classe. Cette amélioration des infrastructures a également eu un impact direct sur la qualité de l'enseignement. Des salles de classe mieux équipées et moins surchargées offrent un cadre plus propice à l'apprentissage, permettant aux enseignants de dispenser des cours dans de meilleures conditions. Cela a contribué à l'augmentation du taux de réussite des élèves et à l'amélioration générale du système éducatif. En plus des salles de classe, l'État a également renforcé les cantines scolaires, une initiative cruciale pour assurer la rétention des élèves à l'école. En 2016, seulement 17% des écoles bénéficiaient de cantines scolaires, et les enfants ne recevaient qu'un repas pendant environ 20 jours sur les 180 jours de l'année scolaire. Aujourd'hui, grâce à une augmentation significative du budget alloué aux cantines, plus de 80% des écoles bénéficient de

repas réguliers, impactant environ 1.300.000 écoliers chaque jour. Le budget annuel pour les cantines scolaires est passé à 32,5 milliards FCFA, garantissant un repas chaud tout au long de l'année scolaire. Cette initiative a amélioré le taux de rétention scolaire, qui est passé de 72% en 2016 à 96% en 2023. Les cantines scolaires ne sont pas seulement un moyen de soutenir les enfants issus de familles défavorisées, elles jouent également un rôle crucial dans l'amélioration des performances scolaires en garantissant que les élèves aient l'énergie nécessaire pour se concentrer en classe. Ces cantines représentent ainsi une mesure importante d'équité sociale, permettant aux enfants de rester scolarisés et de réussir.

Un autre pilier fondamental de la réforme concerne le renforcement des ressources humaines dans l'éducation primaire. Avant 2016, le déficit en enseignants qualifiés était une des principales faiblesses du système éducatif béninois. En raison de cette pénurie, de nombreux parents avaient recours à des enseignants communautaires, souvent sans qualifications adéquates, pour prendre en charge leurs enfants. Cette situation déplorable a conduit à une baisse de la qualité de l'enseignement.

Face à cette réalité, le gouvernement a entrepris un vaste programme de recrutement d'enseignants qualifiés. En 2017, 3.461 nouveaux enseignants contractuels ont été recrutés et redéployés dans les zones qui en avaient le plus besoin. Parallèlement, plus de 3.000 enseignants, autrefois assignés à des postes administratifs, ont été remis en classe. De plus, plus de 16.000 Agents Permanents de l'État (APE) ont été intégrés dans le système éducatif, contribuant à renforcer la qualité de l'enseignement.

Le renforcement du corps de contrôle et d'encadrement pédagogique a également été une priorité. Avant 2016, le Bénin ne comptait que 28 inspecteurs pour l'ensemble du pays. Aujourd'hui, le gouvernement a quintuplé ce chiffre, avec 151 nouveaux inspecteurs et 300 conseillers pédagogiques de zone. Cette augmentation des effectifs a permis d'améliorer le suivi pédagogique dans les écoles, avec environ 60% des établissements désormais couverts par des inspections régulières, contre seulement 25% avant les réformes. Ces efforts ont contribué à instaurer une pression positive sur les enseignants, améliorant ainsi la qualité de l'enseignement dispensé.

La modernisation des outils pédagogiques est également au cœur des

réformes. Un comité de révision des curricula a été mis en place pour revoir et améliorer les programmes d'études. Par ailleurs, la numérisation de l'administration scolaire, avec l'introduction de la plateforme EducMaster, permet une gestion plus efficace des inscriptions, des résultats scolaires et des examens. Cela facilite non seulement le suivi des élèves et des enseignants, mais réduit aussi les pratiques frauduleuses.

En somme, les réformes engagées dans le sous-secteur de l'enseignement maternel et primaire au Bénin depuis 2016 ont permis d'améliorer considérablement la qualité de l'enseignement, de renforcer les infrastructures et d'optimiser la gestion des ressources humaines. Ces efforts sont en train de transformer profondément l'éducation béninoise, offrant aux enfants des conditions d'apprentissage meilleures et plus équitables, tout en consolidant les bases d'un développement durable pour le pays. Les perspectives futures visent à maintenir cette dynamique pour faire de l'éducation un véritable moteur de progrès social et économique.

La rédaction

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

CHAMPIONNATS INTER-COMMUNES POUR JEUNES TALENTS LANCÉS

Le 12 octobre 2024, les phases départementales des championnats inter-communes ont été lancées dans le cadre du Programme de Promotion et de Développement des Activités Sportives (PPDAS), initié par le ministère des Sports du Bénin, sous la direction de Benoît Dato. Cette initiative vise à promouvoir le sport à la base, détecter les jeunes talents et encourager leur développement dans les disciplines sportives.

Après les phases inter-ar-rondissements d'août 2024, cette nouvelle étape se déroulera jusqu'au 27

octobre, permettant aux jeunes de moins de 15 ans, scolaires et non scolaires, de représenter leurs communes dans des disciplines comme l'athlétisme, le football, le basketball, le handball et le volleyball. Cette compétition est également une opportunité pour les commissions de détection de repérer les meilleurs talents.

Ces phases départementales visent non seulement à élever le niveau de la compétition entre communes, mais aussi à renforcer l'esprit de cohésion et de solidarité entre les jeunes athlètes. Les rencontres sont organisées de manière à encourager un

esprit sain de compétition, favorisant ainsi l'émergence des leaders sportifs de demain. Les communes participantes se préparent avec ferveur, conscientes que ces phases pourraient révéler les stars sportives de demain.

L'implication active du ministère des Sports à travers le PPDAS montre l'importance accordée à la promotion des activités sportives chez les jeunes. Ce programme permettra non seulement d'améliorer le niveau général du sport au Bénin, mais aussi de créer un environnement propice à l'épanouissement de la jeunesse, en leur offrant des opportu-

nités d'expression et d'ascension sportive.

Chaque commune sera représentée en homme et en dames dans toutes les disciplines sportives, offrant ainsi une diversité de talents et renforçant la compétitivité entre les différentes équipes. Le ministère espère que cette initiative, au-delà des résultats sportifs, contribuera à développer des valeurs de discipline, de travail d'équipe et de dépassement de soi chez les jeunes participants.

Wilfrid K./La rédaction



SÉCURITÉ DES PATIENTS DANS L'OUÉMÉ



L'Autorité de Régulation du secteur de la Santé (ARS), créée par la loi n°2022-17 du 19 octobre 2022, est au cœur de la réforme du système de santé béninois. Installée officiellement le 12 septembre 2022 par le Président de la République, cette institution est chargée de veiller à l'amélioration continue de l'offre et

de la qualité des soins dans le pays.

Parmi ses premières initiatives, figure le dispositif pour la sécurité des patients, un programme ambitieux déployé dans tous les établissements de santé. Ce dispositif a pour but de renforcer la sécurité des soins, de protéger les patients et d'assurer une qualité de service optimale.

Depuis son lancement officiel le 28 mars 2024, ce programme de sécurité des patients s'étend progressivement à travers les départements du Bénin. Les départements de l'Ouémé et du Plateau ont été les premiers à accueillir la mission itinérante de sensibilisation et d'appropriation de ce dispositif. Du 30 septembre au 4 octobre 2024, deux

équipes de l'ARS ont parcouru ces départements, sous la conduite du Président de l'ARS, Dr Lucien Dossou-Gbété, et du Président de la Commission Qualité et Sécurité des Soins, Dr Jacob Namboni. Cette mission avait pour objectif de faire connaître l'ARS, mais surtout de renforcer la compréhension et l'appropriation du dispositif par les pro-

SÉCURITÉ DES PATIENTS DANS L'OUÉMÉ

fessionnels de santé et les populations.

Le dispositif pour la sécurité des patients place le patient au centre du système de soins. L'idée est de le rendre acteur de sa propre santé, en l'impliquant activement dans le processus de soins. Cela implique une plus grande transparence, une communication fluide entre les professionnels de santé et les patients, ainsi qu'un effort accru pour informer et sensibiliser les usagers sur leurs droits et responsabilités.

Au cours des rencontres, les équipes de l'ARS ont expliqué les avantages du dispositif aux autorités locales, aux professionnels de santé, et aux populations. Le but est de garantir que chacun comprenne l'importance de la sécurité des soins et comment ce dispositif peut améliorer la qualité de vie des patients. Le volet « sécurité des patients » s'accompagne également d'une surveillance accrue des établissements de santé. La première évaluation des résultats de ce dispositif est prévue pour décembre 2024, afin de mesurer son efficacité et d'identifier les points à

améliorer.

Dans les communes de Sèmè-Podji, Avrankou, Adjarra et Porto-Novo (Ouémé), ainsi qu'à Sakété, Kétou et Pobè (Plateau), les délégations de l'ARS ont rencontré un accueil favorable. Les populations locales ont montré un vif intérêt pour les réformes en cours. Lors des échanges, plusieurs préoccupations ont été soulevées, notamment sur les mauvaises pratiques de certains personnels de santé, les coûts élevés des prestations et la nécessité d'une meilleure relation entre l'ARS et les relais communautaires.

Le Président de l'ARS, Dr Lucien Dossou-Gbété, a saisi l'occasion pour expliquer le rôle de l'ARS et rappeler que cette institution a pour mission de réguler et de garantir une amélioration constante du système de santé. Les Directeurs départementaux de la santé, les Médecins coordonnateurs de zones sanitaires, ainsi que les responsables d'établissements de santé ont été appelés à un engagement rigoureux, pour assurer une mise en œuvre efficace du dispo-

sitif dans leurs aires de compétence. La mission a aussi été l'occasion d'introduire un numéro vert, permettant aux usagers de signaler des dysfonctionnements ou de poser des questions relatives à la sécurité des soins.

Si les populations ont exprimé leur satisfaction globale vis-à-vis de l'initiative, les professionnels de santé, quant à eux, ont mis en lumière des défis concrets. Parmi les plaintes récurrentes, on note le manque de personnel qualifié, l'insuffisance de certains équipements, ainsi que la fermeture supposée d'établissements de santé par l'ARS. La question de la disponibilité des intrants et des consommables pharmaceutiques a également été soulevée, soulignant la nécessité d'une gestion plus efficace des ressources pour garantir une meilleure offre de soins.

Un autre point de préoccupation soulevé au cours des rencontres est la résurgence des « piqueurs sauvages », ces individus pratiquant illégalement des actes médicaux. Bien que les réformes du secteur de

la santé avaient initialement permis de réduire leur activité, ces pratiques dangereuses semblent faire leur retour, souvent avec la complicité passive des populations. Les autorités sanitaires ont été invitées à redoubler d'efforts pour éradiquer cette menace pour la sécurité des patients et la qualité des soins.

La mission de l'ARS dans l'Ouémé et le Plateau a permis de renforcer l'engagement des acteurs du système de santé autour du dispositif pour la sécurité des patients. Elle a aussi mis en lumière les défis et les attentes des populations et des professionnels de santé. L'ARS poursuit ainsi sa mission d'améliorer la gouvernance du secteur de la santé, dans l'optique d'une couverture sanitaire universelle. La mise en œuvre de ce dispositif, associée à une évaluation continue, augure des perspectives positives pour la sécurité des soins et le bien-être des patients au Bénin.

La rédaction

LE BÉNIN BRILLE AUX CHAMPIONNATS D'AFRIQUE



Le Bénin continue de s'imposer comme une force montante dans le monde de la natation en Afrique. Lors des Championnats d'Afrique de Natation Zone 2, tenus du 7 au 9 octobre 2024 à Accra, au Ghana, les athlètes béninois ont réalisé une performance exceptionnelle. Ils ont décroché

FIRST AFRIQUE

un total impressionnant de 32 médailles, dont 10 en or, une démonstration éclatante du talent et du potentiel de la nation.

Parmi les athlètes qui ont brillé lors de cette compétition, Kpadé Alexis a marqué les esprits avec un total de cinq médailles, dont une en or, trois en argent

et une en bronze. Son acharnement et sa détermination lui ont permis de se hisser parmi les meilleurs, et il incarne parfaitement l'esprit des Guépards béninois.

De son côté, Marc Dansou a montré qu'il est l'un des piliers de l'équipe nationale. Avec trois médailles d'or et deux de bronze, il a

confirmé sa place parmi les nageurs les plus talentueux de la Zone 2. Ses performances remarquables ont non seulement aidé le Bénin à briller au niveau régional, mais elles ont également servi d'inspiration pour les jeunes athlètes qui le voient comme un modèle à suivre.

Douillet Ionnah, quant

LE BÉNIN BRILLE AUX CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

à elle, a aussi brillé avec sept médailles au total, dont deux en or, deux en argent et trois en bronze. Sa capacité à se distinguer dans plusieurs épreuves montre son engagement et sa polyvalence en tant que nageuse.

Le tableau des médailles ne serait pas complet sans mentionner Jules Bessan, qui a ajouté trois médailles d'or à la collection du Bénin, ainsi que les performances solides de Moreira Dîne Orhan et de Tévoédjrè Shalom, qui ont respectivement ramené deux

médailles d'argent et une médaille de bronze.

Les épreuves de relais ont également été des moments forts pour l'équipe béninoise, surtout chez les juniors. Le relais junior filles, composé de Perrot Eugénie, Perrot Anaïs, Agbodjogbé Étoile et Douillet Ionnah, a remporté une médaille de bronze, soulignant la force croissante de la relève béninoise dans la natation.

Chez les juniors hommes, le relais formé par Aigué Arnold, Akakpovi Au-

gustin, Kpanou Sèyvé et Tévoédjrè Shalom a également été couronné de succès, ramenant deux médailles de bronze. Ce groupe d'athlètes a montré que la jeunesse béninoise en natation est prête à prendre la relève et à poursuivre sur cette lancée victorieuse.

Du côté des seniors, le relais composé de Kpadé Alexis, Dansou Marc, Kpanou Jefferson et Moreira Dîne Orhan a aussi été impressionnant, décrochant deux médailles d'argent. Cette performance souligne la complémentarité

et l'esprit d'équipe qui règnent au sein de la délégation béninoise.

Au-delà des performances individuelles et collectives, ces championnats ont été le révélateur d'une nouvelle génération de nageurs talentueux pour le Bénin. Des jeunes athlètes comme Tévoédjrè Wilfried, qui a remporté deux médailles d'argent, et Kpobli Isidore, avec une médaille d'argent, sont la preuve que le Bénin dispose d'un réservoir de talents prometteurs qui pourraient bientôt dominer



LE BÉNIN BRILLE AUX CHAMPIONNATS D'AFRIQUE



la scène continentale. L'avenir de la natation béninoise semble donc assuré avec ces jeunes sportifs qui se préparent à porter encore plus haut les couleurs du pays lors des compétitions futures. Leur formation et développement continu grâce à des initiatives locales et à l'engagement des autorités sportives béninoises laissent entrevoir de nouvelles perspectives pour la discipline.

L'essor de la natation au Bénin ne pourrait être possible sans le soutien accru des institutions sportives et du gouvernement. Les efforts pour améliorer les infrastructures, offrir des opportunités d'entraînement de qualité et encourager la participation des jeunes à la natation commencent à porter leurs fruits. La participation des athlètes béninois aux Championnats d'Afrique Zone 2,

ainsi que les résultats obtenus, montrent que le pays a le potentiel pour rivaliser avec les meilleures nations africaines dans ce sport.

Le Bénin a, par ailleurs, reçu des éloges pour l'organisation et le soutien constant des athlètes, témoignant d'une politique sportive orientée vers la performance et la reconnaissance internationale. Ces efforts doivent se

poursuivre, notamment par la promotion de la natation au niveau des jeunes et dans toutes les régions du pays.

Le bilan des Championnats d'Afrique de Natation Zone 2 montre que le Bénin est en bonne voie pour devenir un acteur clé de la discipline en Afrique. Avec un total de 32 médailles, dont 10 en or, les Guépards ont prouvé leur compé-

LE BÉNIN BRILLE AUX CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

tence et leur potentiel.

Cette compétition constitue une étape importante dans la progression de la natation béninoise sur la scène internationale. Les athlètes ont démontré qu'ils ont non seulement les compétences nécessaires pour exceller, mais aussi l'ambition de faire du Bénin une nation incontournable de la natation en Afrique.

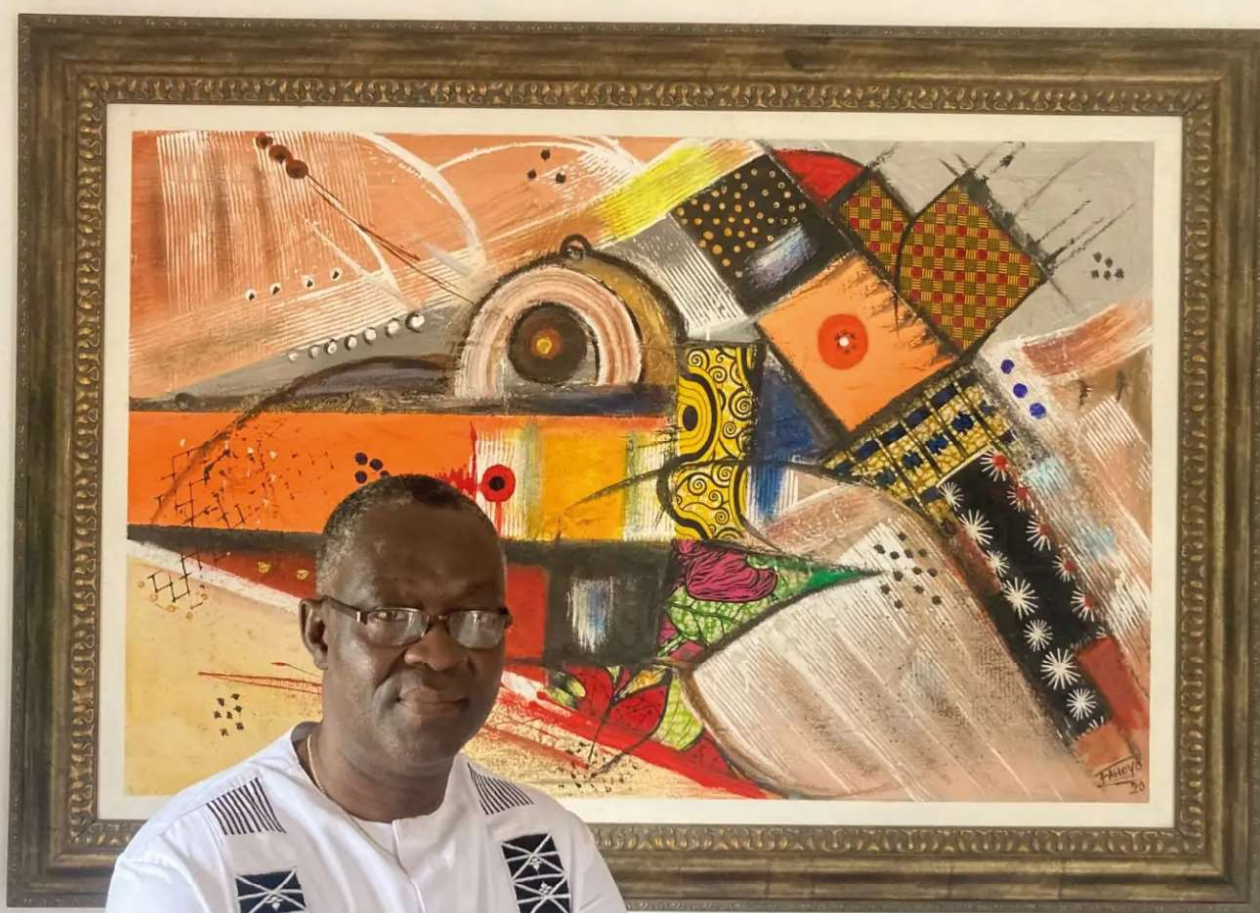
Si le soutien et les infrastructures continuent à se développer, il est certain que le Bénin aura un avenir prometteur dans cette discipline, avec encore plus de médailles et de succès à venir lors des prochaines compétitions continentales et internationales.

La performance béninoise lors de ces championnats reflète non seulement l'excellence sportive, mais aussi un effort collectif qui permet au pays de se hisser sur le devant de la scène africaine. Les Guépards n'ont pas fini de faire parler d'eux dans le monde de la natation.

La rédaction



FUSION ET HÉRITAGE BÉNINOIS



Francis Ahoyo, figure emblématique de l'art contemporain béninois, se démarque par une approche singulière où tradition et modernité cohabitent harmonieusement. Arrière-arrière-petit-fils du roi Béhanzin, il fait de ses racines royales le socle de son expression artistique.

Son œuvre, à la croisée de l'histoire et de l'innovation, plonge dans l'héritage ancestral tout

en abordant des enjeux actuels.

La latérite, terre rouge caractéristique du Bénin, devient un matériau de prédilection dans ses créations. Cet élément symbolise son attachement à Abomey et à son passé familial. Chaque texture qu'il façonne reflète non seulement son lien intime avec ses origines, mais aussi sa capacité à transformer des matières brutes en œuvres évocatrices.

Les souvenirs d'enfance auprès de sa grand-mère, une sage-femme née en exil sous le règne de Béhanzin, sont au cœur de son inspiration. Ce mélange de récits familiaux, de chants ancestraux et de cérémonies mystiques alimente son imaginaire. Les Amazones, guerrières du royaume de Dahomey, occupent également une place centrale dans ses représentations, incarnant force et courage, tout

en étant réinterprétées à travers une lentille contemporaine.

En parallèle à cet héritage royal, Ahoyo a développé une sensibilité artistique façonnée par la spiritualité. Élevé dans la foi catholique, il a servi comme enfant de chœur, une expérience qui l'a plongé dans un monde de rituels et de symboles sacrés. Ces influences se retrouvent dans ses œuvres, où les objets sacrés côtoient

FUSION ET HÉRITAGE BÉNINOIS

des éléments plus abstraits, créant une fusion entre sacré et profane.

L'art de Francis Ahoyo dépasse les simples considérations esthétiques. Il s'inscrit dans une quête d'identité et de transmission des valeurs. À travers la représentation des Amazones ou des scènes tirées de l'histoire du Bénin, il réinvente l'histoire de son peuple pour mieux ancrer l'Afrique dans la modernité. C'est ce que montre l'une de ses œuvres emblématiques, commandée par la Cour Constitutionnelle du Bénin : une Amazone tenant le livre de la Constitution, symbole d'une fusion entre royauté, résistance historique et république.

Malgré son succès croissant, Ahoyo reste discret. Bien que ses œuvres soient exposées dans des cercles prestigieux, il préfère l'intimité de son atelier, où chaque œuvre est l'occasion de méditer sur la place de l'homme dans l'univers. Son processus créatif, entre rituel et réflexion spirituelle, témoigne de cette démarche. Loin de vouloir rompre avec le passé, l'artiste

voit l'art contemporain africain comme une continuité de pratiques ancestrales. Ses œuvres sont une invitation à revisiter l'histoire pour mieux comprendre le présent. Aujourd'hui, Francis Ahoyo, avec ses

techniques distinctives et son approche introspective, occupe une place unique dans le paysage artistique béninois et africain.

L'art de Francis Ahoyo est une véritable alchi-

mie où se mélangent héritage et innovation, tradition et avant-gardisme, faisant de lui une figure incontournable de l'art contemporain en Afrique.

La rédaction



SAVOIR ET DÉSINFORMATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE



Les réseaux sociaux ont profondément transformé la manière dont les informations circulent, modifiant ainsi notre rapport au savoir. De plus en plus, des utilisateurs de plateformes comme TikTok, Instagram, YouTube et Facebook prennent la parole pour partager leurs connais-

sances sur une multitude de sujets, de la santé à la finance en passant par le développement personnel. Cette démocratisation de la parole a donné naissance à une nouvelle catégorie de «connaisseurs», des individus qui, sans toujours détenir de qualifications formelles, se présentent comme des experts et

construisent des communautés autour de leurs savoirs.

Grâce aux réseaux sociaux, le partage de connaissances est devenu plus accessible et plus rapide que jamais. YouTube, par exemple, a été l'un des premiers à révolutionner l'apprentissage en ligne en offrant des tutoriels

gratuits dans presque tous les domaines, du bricolage à la programmation informatique. TikTok et Instagram, avec leurs formats courts et percutants, ont poussé plus loin cette dynamique en offrant des micro-leçons instantanées, adaptées à l'attention limitée des internautes.

Les créateurs de contenu,

SAVOIR ET DÉSINFORMATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

autrefois simples amateurs, se sont métamorphosés en figures d'autorité dans leurs niches respectives. Certains partagent des conseils en matière de bien-être, de fitness, ou de finance personnelle, tandis que d'autres vulgarisent des concepts scientifiques complexes ou proposent des analyses sur des questions de société. Ces plateformes permettent aux internautes d'apprendre de manière ludique et gratuite, tout en développant un sentiment de proximité avec ces «nouveaux experts».

Si la montée de ces nouveaux canaux d'apprentissage présente de nombreux avantages, elle n'est pas sans risques. En l'absence de contrôle éditorial, la qualité des informations partagées varie énormément. Sur des sujets sensibles comme la santé, les réseaux sociaux peuvent devenir un terrain propice à la diffusion de fausses informations. Par exemple, durant la pandémie de Covid-19, des conseils non vérifiés sur les remèdes, la vaccination, ou les mesures préventives ont proliféré, semant la confusion parmi les utilisateurs.

La popularité sur les réseaux sociaux ne repose

pas nécessairement sur la véracité des propos, mais plutôt sur la capacité à capter l'attention et à susciter des réactions. Cela a permis à des personnes peu qualifiées de se positionner comme des «experts» et de toucher des millions de personnes en peu de temps. Le risque est d'autant plus grand que ces plateformes utilisent des algorithmes qui privilégient les contenus les plus engageants, même si ceux-ci sont controversés ou trompeurs.

Face à cette montée de la désinformation, les réseaux sociaux ont pris des mesures pour limiter la propagation de fausses informations, notamment en ajoutant des avertissements sur certains contenus et en collaborant avec des organisations pour la vérification des faits. Cependant, cette modération reste imparfaite, et la vitesse à laquelle les informations circulent rend souvent ces efforts insuffisants.

La responsabilité de la vérification de l'information incombe également aux utilisateurs eux-mêmes. Il est crucial de développer l'esprit critique et d'apprendre à croiser les sources pour vérifier la fiabilité des contenus. Les

internautes doivent se poser des questions sur l'expertise de la personne qui parle, sur la véracité de ses sources et sur la rigueur de son approche.

Les réseaux sociaux représentent une opportunité inédite pour l'éducation populaire. En permettant à chacun de partager son savoir, ces plateformes démocratisent l'accès à l'information, donnent la parole à des minorités, et offrent de nouvelles perspectives sur des questions complexes. Cette accessibilité, qui n'était auparavant possible qu'à travers des institutions traditionnelles comme l'école ou les médias classiques, redéfinit le paysage de la connaissance.

Pour maximiser les bienfaits de cette révolution numérique, il est important que les créateurs de contenu favorisent la transparence et la rigueur. Les influenceurs, experts ou non, doivent faire preuve de pédagogie et encourager leurs abonnés à vérifier les informations qu'ils partagent. Les autorités publiques, les institutions éducatives et les organisations non gouvernementales ont aussi un rôle à jouer en s'investissant sur ces plateformes pour fournir des informa-

tions fiables et nuancer les discours non fondés.

L'essor des réseaux sociaux a profondément redéfini les contours de la connaissance. En permettant à tout un chacun de partager son savoir, ces plateformes ont brisé les barrières traditionnelles de l'accès à l'information. Mais cette liberté implique aussi une responsabilité collective : celle de garantir que le savoir partagé soit de qualité, précis et utile.

La montée des «nouveaux experts» sur les réseaux sociaux est une réalité avec laquelle il faut composer. Pour en faire une force, il est essentiel de renforcer l'éducation aux médias et de soutenir les initiatives qui visent à promouvoir une information rigoureuse et accessible à tous. En cultivant l'esprit critique des utilisateurs et en favorisant une information de qualité, il est possible de tirer le meilleur parti de cette nouvelle ère de la connaissance partagée, et de construire une société mieux informée et plus résiliente face aux défis de demain.

La rédaction

RENFORCEMENT DES LIENS CÔTE D'IVOIRE-GHANA

Le premier sommet des chefs d'État de l'Accord de partenariat stratégique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana s'est tenu ce vendredi 11 octobre à Abidjan, marquant une nouvelle étape dans la coopération économique et sécuritaire entre les deux pays voisins. Les présidents Alassane Ouattara et Nana Akufo-Addo ont discuté de plusieurs initiatives visant à renforcer les liens bilatéraux, notamment dans le secteur agricole, la lutte contre la contrebande du cacao, et la sécurité régionale. Ce sommet a mis en avant la volonté des deux dirigeants de

travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs, tout en consolidant leur position sur la scène régionale et internationale.

La Côte d'Ivoire et le Ghana sont les deux plus grands producteurs de cacao au monde, assurant ensemble près de 60 % de l'offre mondiale. Le cacao constitue une ressource économique essentielle pour ces deux pays, générant des millions d'emplois et représentant une part importante de leurs recettes d'exportation. C'est dans ce contexte que les deux présidents ont réaffirmé leur engagement à mieux coordonner leurs



actions pour lutter contre la contrebande de cacao, un fléau qui impacte négativement les revenus des producteurs et la stabilité des prix sur le marché mondial.

Le président ivoirien Alassane Ouattara a ainsi rappelé l'objectif d'atteindre un taux de transformation local de 50 % du cacao dans les prochaines années, en fixant une nouvelle ambition pour 2030 : atteindre 80 % de transformation. Cette initiative vise à ajouter de la valeur à la production locale, en stimulant les investis-

sements dans l'industrie de transformation, ce qui pourrait à terme permettre aux deux pays de mieux contrôler les prix du cacao et d'assurer de meilleurs revenus aux cultivateurs.

Cette stratégie s'inscrit dans une volonté plus large de redonner du pouvoir de négociation à la Côte d'Ivoire et au Ghana sur le marché mondial du cacao, où les multinationales occidentales dominent la chaîne de valeur. En s'unissant, les deux pays espèrent mieux réguler l'offre et renforcer leur influence face aux



RENFORCEMENT DES LIENS CÔTE D'IVOIRE-GHANA

acheteurs internationaux. Pour Nana Akufo-Addo, cette coopération représente un pas crucial vers une meilleure intégration économique régionale, qui devrait bénéficier non seulement aux producteurs de cacao, mais à l'ensemble de la sous-région ouest-africaine.

La coopération entre la Côte d'Ivoire et le Ghana ne se limite pas au secteur agricole. La question de la sécurité régionale a également été au cœur des discussions de ce sommet. Face à une montée des menaces terroristes dans le Sahel et à une instabilité politique dans certains pays voisins, les deux dirigeants ont décidé de renforcer leur collaboration militaire. Cela inclut l'organisation d'exercices conjoints de leurs forces de défense et de sécurité, ainsi que le partage accru de renseignements pour mieux anticiper et répondre aux menaces communes.

Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, a souligné l'importance de ces initiatives pour garantir la stabilité de la sous-région. « Ce sommet a mis l'accent sur le renforcement de notre coopération militaire. Nous nous engageons à échanger nos informations, à conduire des opérations militaires conjointes et à partager

davantage les technologies », a-t-il déclaré. Cette volonté de mutualiser les efforts sur le plan sécuritaire témoigne de la prise de conscience de la nécessité de solutions collectives face à des défis transnationaux.

La coopération sécuritaire entre la Côte d'Ivoire et le Ghana s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Les deux pays se positionnent comme des acteurs clés de la stabilité régionale, cherchant à établir des partenariats solides pour faire face aux risques de déstabilisation. En travaillant de concert, ils espèrent pouvoir non seulement renforcer la sécurité à leurs frontières, mais aussi servir de modèle de coopération pour d'autres États de la région.

Outre les aspects économiques et sécuritaires, le sommet d'Abidjan a également été l'occasion de relancer le projet de l'éco, la future monnaie commune ouest-africaine. Ce projet ambitieux, qui devait initialement voir le jour en 2020, a été retardé en raison de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19, de la hausse des taux d'intérêt, et des difficultés budgétaires rencontrées par plusieurs pays de la CEDEAO.

Alassane Ouattara s'est montré optimiste quant à la relance de l'éco, déclarant : « Nous travaillons pour que l'année prochaine, ou en 2026 au plus tard, les critères de convergence pour mettre en place l'éco soient remplis. » Cet optimisme a été renforcé par la récente visite d'une délégation du FMI en Côte d'Ivoire, qui a validé une nouvelle tranche de financement de 825 millions de dollars pour soutenir les réformes économiques du pays.

La relance de l'éco revêt une importance stratégique pour la Côte d'Ivoire et le Ghana, car elle symbolise une volonté de souveraineté monétaire et d'intégration économique accrue. En adoptant une monnaie unique, les pays de la CEDEAO espèrent faciliter les échanges commerciaux intra-régionaux, réduire leur dépendance vis-à-vis du franc CFA, et mieux résister aux chocs économiques externes. Le soutien affiché par la Côte d'Ivoire et le Ghana à ce projet témoigne de leur détermination à jouer un rôle moteur dans la réalisation de cette ambition collective.

Le premier sommet des chefs d'État de l'Accord de partenariat stratégique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana marque un tournant dans la relation entre

ces deux pays. En renforçant leur coopération économique et sécuritaire, ils posent les bases d'une alliance plus forte, capable de répondre aux défis auxquels ils sont confrontés. Les engagements pris lors de ce sommet, notamment dans la transformation du cacao, la lutte contre la contrebande, et la sécurité régionale, témoignent de la volonté des deux pays de travailler ensemble pour un avenir plus prospère et plus sûr.

Alors que la région ouest-africaine fait face à de nombreux défis, cette coopération renforcée entre la Côte d'Ivoire et le Ghana pourrait servir de modèle pour d'autres partenariats dans la région. En mutualisant leurs efforts, les deux pays montrent qu'il est possible de surmonter les difficultés économiques et sécuritaires à travers une intégration plus profonde et une solidarité accrue. Si les ambitions affichées lors de ce sommet se concrétisent, elles pourraient non seulement transformer la relation entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, mais aussi contribuer à la stabilité et à la croissance de toute la sous-région ouest-africaine.

La rédaction

SAHARA, FRANCE ET DIPLOMATIE PARALLÈLE MAROCAINE



Le 11 octobre 2024, le roi Mohammed VI a prononcé un discours marquant devant les membres des deux chambres du Parlement marocain, à l'occasion de l'ouverture de la première session parlementaire de l'année. Comme le veut la tradition, ce discours, tenu le deuxième vendredi d'octobre, a donné le ton pour les grandes orientations du pays. Cette année, le souverain a abordé plusieurs thèmes stratégiques, mais c'est la question du Sahara occidental et l'évolution

des relations entre le Maroc et la France qui ont occupé une place centrale dans son intervention.

Depuis plusieurs décennies, la question du Sahara occidental demeure une priorité absolue de la politique marocaine. Ce territoire, que le Maroc revendique comme faisant partie intégrante de son royaume, est l'objet de tensions internationales, notamment avec le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, qui milite pour l'indépendance du

Sahara occidental. Dans son discours, Mohammed VI a réaffirmé, avec force, l'importance stratégique et symbolique de cette région pour le Maroc, tout en soulignant les progrès réalisés sur le plan diplomatique.

Le souverain a insisté sur le fait que de nombreux pays reconnaissent désormais la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ou soutiennent les initiatives du Maroc pour une autonomie de la région sous sa tutelle. Le roi a salué les avancées obtenues

sur le plan international, notamment la reconnaissance par plusieurs États de la légitimité des revendications marocaines. Toutefois, il a aussi pointé du doigt la nécessité de rester vigilant et de maintenir une pression diplomatique constante pour sécuriser ces acquis.

La question saharienne, selon Mohammed VI, n'est pas uniquement un enjeu territorial, mais aussi une question de stabilité régionale, de développement économique et de respect de la souveraineté maro-

SAHARA, FRANCE ET DIPLOMATIE PARALLÈLE MAROCAINE

caïne. Le roi a réitéré que la position du Maroc est claire et non négociable : l'intégrité territoriale du pays ne peut faire l'objet d'aucune concession.

Le discours royal a également été marqué par un point sensible concernant la relation entre le Maroc et la France, traditionnellement un allié stratégique du royaume chérifien. Ces derniers mois, les relations entre Rabat et Paris se sont refroidies, en grande partie à cause de la position ambiguë de la France sur la question du Sahara occidental. Alors que d'autres grandes puissances, comme les États-Unis, ont pris une position claire en soutenant le plan d'autonomie marocain pour le Sahara, la France semble hésiter à adopter une ligne similaire.

Mohammed VI a exprimé son mécontentement face à cette évolution, tout en appelant à une clarification des positions françaises. Le souverain a laissé entendre que la patience du Maroc avait des limites et que la relation bilatérale, bien que précieuse, pourrait subir les conséquences de cette ambiguïté. Ce passage du discours a été perçu comme un avertissement subtil à l'égard de la France, qui se retrouve

confrontée à un choix crucial : renforcer son soutien à la position marocaine sur le Sahara ou risquer de voir ses relations avec Rabat se détériorer davantage.

En plus des canaux diplomatiques traditionnels, Mohammed VI a mis en avant l'importance de la «diplomatie parallèle», une approche qui implique non seulement les institutions de l'État, mais aussi des acteurs économiques, culturels et religieux pour promouvoir les intérêts du Maroc à l'international. Cette forme de diplomatie, qui s'appuie sur des réseaux d'influence diversifiés, joue un rôle clé dans le renforcement des alliances du Maroc, en particulier sur la question du Sahara occidental.

Le roi a souligné que cette diplomatie, menée avec rigueur et professionnalisme, a permis au Maroc de consolider ses positions sur plusieurs fronts. Les accords commerciaux, les partenariats culturels et religieux, ainsi que les initiatives de coopération en matière de sécurité, contribuent à renforcer l'influence du royaume sur la scène internationale.

Mohammed VI a également insisté sur le rôle croissant des communau-

tés marocaines à l'étranger, qui représentent un levier important de cette diplomatie parallèle. Le roi a encouragé les Marocains de la diaspora à rester engagés et à participer activement à la défense des intérêts nationaux, notamment en Europe et en Amérique du Nord, où les débats sur la question du Sahara restent sensibles.

Le discours de Mohammed VI devant le Parlement marocain a clairement illustré une approche diplomatique résolue, mais pragmatique. Sur la question du Sahara occidental, le Maroc entend poursuivre ses efforts pour convaincre la communauté internationale de la légitimité de ses revendications, tout en diversifiant ses alliances. Le souverain a rappelé que la diplomatie marocaine, bien que fondée sur des principes immuables, reste flexible et s'adapte aux réalités géopolitiques mondiales.

En ce qui concerne les relations avec la France, le roi a choisi de ne pas rompre le dialogue, mais a néanmoins exprimé son attente de voir Paris adopter une position plus claire et plus favorable aux intérêts du Maroc. Il s'agit là d'un enjeu crucial, non seulement pour la stabili-

té de la relation bilatérale, mais aussi pour l'influence du Maroc en Europe, où la France joue un rôle pivot.

Enfin, en mettant en avant la diplomatie parallèle, Mohammed VI a réaffirmé sa volonté de mobiliser tous les moyens à disposition du royaume pour défendre ses intérêts stratégiques, que ce soit à travers les canaux officiels ou via des initiatives plus informelles, mais tout aussi efficaces.

Le discours de Mohammed VI du 11 octobre 2024 a été un moment fort de la scène politique marocaine, soulignant les priorités diplomatiques du royaume pour les mois à venir. La question du Sahara occidental, indissociable de l'intégrité territoriale du Maroc, demeure au cœur des préoccupations du roi, tandis que les relations avec la France traversent une période de réajustement. À travers une diplomatie à multiples facettes, Mohammed VI entend consolider les positions du Maroc sur la scène internationale et assurer la pérennité de ses intérêts stratégiques.

Wilfrid K./La rédaction

LES GUEPARDS DU BENIN DOMPTENT LES AMAVUBI



Le samedi 14 octobre, au Stade de l'Amitié Général Mathieu Kérékou de Cotonou, le Bénin a remporté une belle victoire face au Rwanda avec un score de 3-0, lors de cette rencontre qualificative pour les compétitions continentales. Les Guépards béninois ont su imposer leur jeu dès les premières minutes, surpassant des Amavubi rwandais en difficulté tout au long du match. Retour sur une rencontre marquante pour les supporters béninois et une prestation qui redonne de l'espoir à l'équipe na-

tionale.

Dès le coup d'envoi, les Guépards du Bénin ont affiché leur ambition en mettant une forte pression sur le camp rwandais. La détermination de l'équipe béninoise a été évidente dès les premiers échanges, avec une possession de balle largement en leur faveur. La circulation du ballon, fluide et précise, a rapidement déséquilibré la défense des Amavubi, qui peinait à contenir les assauts béninois.

Le Bénin a su tirer parti de cette domination dès la

15e minute avec un premier but inscrit par son attaquant vedette, qui a trouvé le fond des filets grâce à une frappe imparable. Ce but précoce a déstabilisé les Rwandais et galvanisé les joueurs béninois, soutenus par un public en liesse.

Les Guépards n'ont laissé aucun répit aux Amavubi et ont continué à faire preuve de maîtrise tactique tout au long de la première mi-temps. L'équipe béninoise, dirigée par son entraîneur expérimenté, a su allier rigueur défensive et effica-

cité offensive, ne laissant aucune chance aux Rwandais de se réorganiser. Les milieux de terrain béninois ont su faire le lien entre la défense et l'attaque, rendant la tâche encore plus difficile pour le milieu de terrain rwandais, souvent étouffé et incapable de relancer le jeu.

En deuxième mi-temps, le Bénin a poursuivi sur sa lancée, multipliant les attaques dangereuses. À la 55e minute, les efforts béninois ont été récompensés par un second but, sur une action collective bien construite. Ce deuxième

LES GUEPARDS DU BENIN DOMPTENT LES AMAVUBI

but a permis aux Guépards de prendre une avance confortable et de gérer le match avec plus de sérénité.

Côté rwandais, les tentatives de réaction ont été rares et mal exploitées. Les Amavubi ont essayé de percer la défense béninoise à plusieurs reprises, mais les Guépards se sont montrés solides, résistant aux quelques offensives adverses. La charnière centrale béninoise, composée de défenseurs expérimentés, a su maintenir sa rigueur tout au long de la rencontre, coupant court aux rares incursions rwandaises.

Le gardien béninois a également joué un rôle crucial dans cette victoire, en réalisant quelques arrêts déterminants qui ont empêché les Amavubi de revenir au score. Sa prestation a rassuré la défense et contribué à maintenir le score vierge pour les Rwandais.

Alors que le match semblait se diriger vers une victoire sûre du Bénin, les Guépards ont ajouté un dernier but dans les dernières minutes de la rencontre, portant le score à 3-0. Ce but, inscrit à la 85e minute, a définitivement scellé le sort du match et a permis aux Béninois de fêter dignement cette victoire avec leurs supporters.

Les Amavubi, quant à eux, n'ont pas réussi à inverser la tendance et ont dû accepter la supériorité de leurs adversaires du jour. Cette défaite, lourde de conséquences pour le Rwanda, met en lumière les difficultés de l'équipe à rivaliser avec des sélections plus aguerries comme celle du Bénin.

Cette large victoire permet au Bénin de renforcer sa position dans les qualifications pour les compétitions internationales et de regagner en confiance après des performances mitigées lors des précédentes rencontres. Pour les Guépards, ce succès symbolise un retour en forme et un regain d'ambition pour la suite de leur parcours.

Les supporters béninois, venus nombreux au stade, ont célébré cette victoire qui redonne de l'espoir pour la suite des qualifications. « C'est une victoire méritée pour nos Guépards, qui ont su montrer leur talent et leur détermination sur le terrain. On

espère que cette dynamique se poursuivra lors des prochains matches », s'est réjoui un supporter à la sortie du stade.

Du côté des Amavubi, cette défaite sonne comme un rappel à l'ordre. L'équipe devra se ressaisir et tirer les enseignements de cette rencontre pour mieux préparer les prochaines échéances. Le sélectionneur rwandais a souligné, lors de la conférence de presse d'après-match, la nécessité de renforcer la cohésion au sein de son groupe et d'améliorer l'efficacité offensive, point faible de l'équipe durant ce match.

Le Rwanda reste néanmoins déterminé à se battre pour ses ambitions, avec l'objectif de redresser la barre lors des prochains rendez-vous de ces qualifications. L'équipe doit désormais faire preuve de résilience et de détermination pour surmonter cette défaite et rester dans la

course.

Ce match entre le Bénin et le Rwanda restera gravé dans les mémoires pour la belle performance des Guépards et la leçon de réalisme qu'ils ont donnée. Il illustre également l'importance de chaque rencontre dans un contexte de compétition où chaque point compte pour atteindre les objectifs de qualification.

Pour le Bénin, cette victoire est une étape encourageante sur la route des qualifications, et un signe que le travail engagé commence à porter ses fruits. Les prochains matchs seront déterminants pour maintenir cette dynamique positive et continuer à rêver d'une place sur la scène continentale. Quant au Rwanda, il est temps de repenser sa stratégie et de se concentrer sur la reconquête des points perdus pour espérer se relancer dans la compétition.

La rédaction



JONAS SILIADIN REMPLACE AGBÉYOMÉ KODJO



Le Togo a assisté à un tournant politique majeur ce samedi 12 octobre, avec la tenue du premier congrès du Mouvement patriotique pour la démocratie et le Développement (MPDD) depuis la disparition de son fondateur, Gabriel Agbényomé Kodjo, survenue le 3 mars dernier. Ce congrès a marqué une étape importante pour l'avenir du parti, avec la désignation de Jonas Siliadin comme nouveau

président. Le rassemblement, qui s'est déroulé à Lomé, avait pour objectifs de redéfinir la ligne politique, de réviser les textes fondateurs et de préparer le MPDD pour les échéances politiques à venir.

Le décès de Gabriel Agbényomé Kodjo a laissé un vide au sein du MPDD, un parti qu'il avait fondé pour incarner une alternative politique au Togo. L'homme politique avait

marqué la scène politique togolaise par son parcours, notamment en tant qu'ancien Premier ministre. Avec sa disparition, la question de la succession s'est posée rapidement, et le congrès de ce 12 octobre est venu y répondre. Ce fut un moment décisif pour le parti, qui devait non seulement se choisir un nouveau leader, mais aussi adapter sa stratégie pour faire face à l'évolution de la scène politique togolaise.

La désignation de Jonas Siliadin à la présidence du MPDD a été au cœur des discussions. Ancien chef de cabinet d'Agbényomé Kodjo lorsqu'il était Premier ministre au début des années 2000, Siliadin connaît bien le fonctionnement interne du parti et les défis qui l'attendent. Sa nomination a été accueillie avec un mélange d'attentes et de prudence, alors que le MPDD cherche à se réinventer tout en restant fidèle à son héritage.

JONAS SILIADIN REMPLACE AGBÉYOMÉ KODJO

Le congrès du MPDD ne s'est pas contenté de nommer un nouveau président. Il a également été l'occasion de remettre à plat les statuts du parti et de réviser sa stratégie de conquête du pouvoir. Ces révisions visaient à moderniser le fonctionnement du MPDD et à renforcer sa capacité d'action sur la scène politique togolaise. Un nouveau bureau exécutif a ainsi été formé pour accompagner Jonas Siliadin dans sa mission. Ces changements internes témoignent de la volonté du parti de se repositionner dans un contexte où la concurrence politique reste vive et les attentes des électeurs évoluent.

La réorganisation interne a notamment porté sur la clarification des rôles et des responsabilités au sein du parti, afin de mieux répondre aux défis électoraux. Jonas Siliadin, en tant que nouveau leader, a pour mission de diriger cette nouvelle dynamique. Il doit s'assurer que le MPDD reste pertinent et attractif pour les Togolais, tout en étant capable de nouer des alliances avec d'autres forces politiques pour renforcer son poids.

Dans son discours d'investiture, Jonas Siliadin a tracé les grandes lignes de la nouvelle orientation du MPDD. Il a clairement exprimé son souhait de positionner le parti dans une

opposition constructive. « Nous sommes un parti de centre républicain qui a pour principal objectif d'être dans une opposition constructive, d'être en capacité de construire des alliances pour peu qu'elles permettent de servir au mieux les intérêts du peuple togolais », a-t-il déclaré.

Cette vision se démarque de la stratégie adoptée par Agbéyomé Kodjo, qui avait opté pour une opposition plus frontale au régime en place, notamment par sa participation à la « Dynamique Mgr Kpodzro », une coalition d'opposition créée pour contester les résultats des élections présidentielles de 2020. Le retrait du MPDD de cette dynamique illustre une volonté de réorientation stratégique. Siliadin souhaite que le parti adopte une approche plus pragmatique et ouverte au dialogue, ce qui pourrait lui permettre de jouer un rôle de médiateur dans les débats politiques tout en continuant de défendre les intérêts de ses partisans.

L'un des enjeux immédiats pour le MPDD sous la direction de Jonas Siliadin est la préparation des prochaines élections municipales. Ces échéances sont cruciales pour le parti, car elles permettent de renforcer sa présence au niveau local et de démontrer sa capacité à répondre aux

besoins des citoyens. Pour ce faire, le MPDD compte sur la réactivation de ses cellules de base, comme l'a demandé le congrès. Cette mobilisation des militants à la base est perçue comme un levier important pour structurer le parti et pour recréer un lien de proximité avec les électeurs.

En se concentrant sur les élections municipales, le MPDD cherche à prouver sa capacité à gagner la confiance des Togolais, en apportant des solutions concrètes aux problématiques locales. Cette stratégie pourrait également servir de tremplin pour les futures élections législatives et présidentielles, en permettant au MPDD de consolider son ancrage sur le terrain et de mesurer sa popularité.

La transition à la tête du MPDD pose plusieurs défis pour Jonas Siliadin. Il doit réussir à maintenir l'unité du parti, tout en répondant aux attentes de renouvellement exprimées par la base militante. De plus, la concurrence avec d'autres formations politiques de l'opposition, mais aussi la gestion des relations avec le pouvoir en place, seront des éléments déterminants pour l'avenir du MPDD.

La capacité de Jonas Siliadin à construire une opposition crédible et constructive, capable de peser dans les débats nationaux, sera

particulièrement scrutée. En se positionnant comme un parti de dialogue, le MPDD pourrait jouer un rôle de plus en plus central dans la vie politique togolaise, en attirant aussi bien les électeurs modérés que ceux désireux d'un changement dans un cadre pacifique.

Le congrès du 12 octobre marque ainsi un nouveau départ pour le MPDD. Sous la direction de Jonas Siliadin, le parti espère tourner la page de la disparition de son fondateur et écrire une nouvelle histoire. Avec un discours axé sur le dialogue, la modération et la proximité avec les préoccupations des citoyens, le MPDD veut se donner les moyens de redevenir une force politique de premier plan au Togo.

Les prochaines élections municipales constitueront un premier test pour cette nouvelle dynamique, et la capacité du MPDD à tirer profit de cette phase de réorganisation interne pourrait être déterminante pour son avenir politique. La scène politique togolaise, en perpétuelle évolution, offre à Jonas Siliadin et au MPDD l'opportunité de se repositionner durablement, en répondant aux aspirations d'un électorat en quête de stabilité et de progrès.

La rédaction

BIG DATA, IA ET CYBERSÉCURITÉ

L'ère numérique est marquée par l'essor de technologies qui transforment profondément les entreprises, les économies et la société dans son ensemble. Parmi ces innovations, quatre grandes technologies se démarquent par leur impact et leur potentiel : le Big Data, la connectivité, l'intelligence artificielle (IA) et la cybersécurité. Chacune joue un rôle crucial dans la manière dont nous interagissons avec le monde, en offrant de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux défis.

Le Big Data désigne les ensembles de données massifs et variés générés par les activités humaines et les appareils connectés.

Chaque jour, des milliards de données sont produites à travers le monde, qu'il s'agisse de clics sur un site web, de transactions bancaires, de données de capteurs ou de messages sur les réseaux sociaux. Ces données, autrefois sous-exploitées, sont devenues une ressource stratégique pour les entreprises et les gouvernements.

Le Big Data permet d'analyser ces données en temps réel pour en tirer des insights précieux. Par exemple, les entreprises peuvent mieux comprendre les comportements de leurs clients, optimiser leurs chaînes d'approvisionnement ou encore prédire des tendances futures grâce à

l'analyse prédictive. Dans le domaine de la santé, le Big Data aide à la recherche médicale en analysant d'immenses volumes de données de patients pour découvrir de nouveaux traitements ou mieux comprendre les épidémies.

Cependant, la gestion de ces volumes massifs de données pose des défis techniques, comme le stockage et la sécurisation des informations. De plus, le respect de la vie privée reste un enjeu majeur, avec des questions éthiques sur l'utilisation de ces données personnelles.

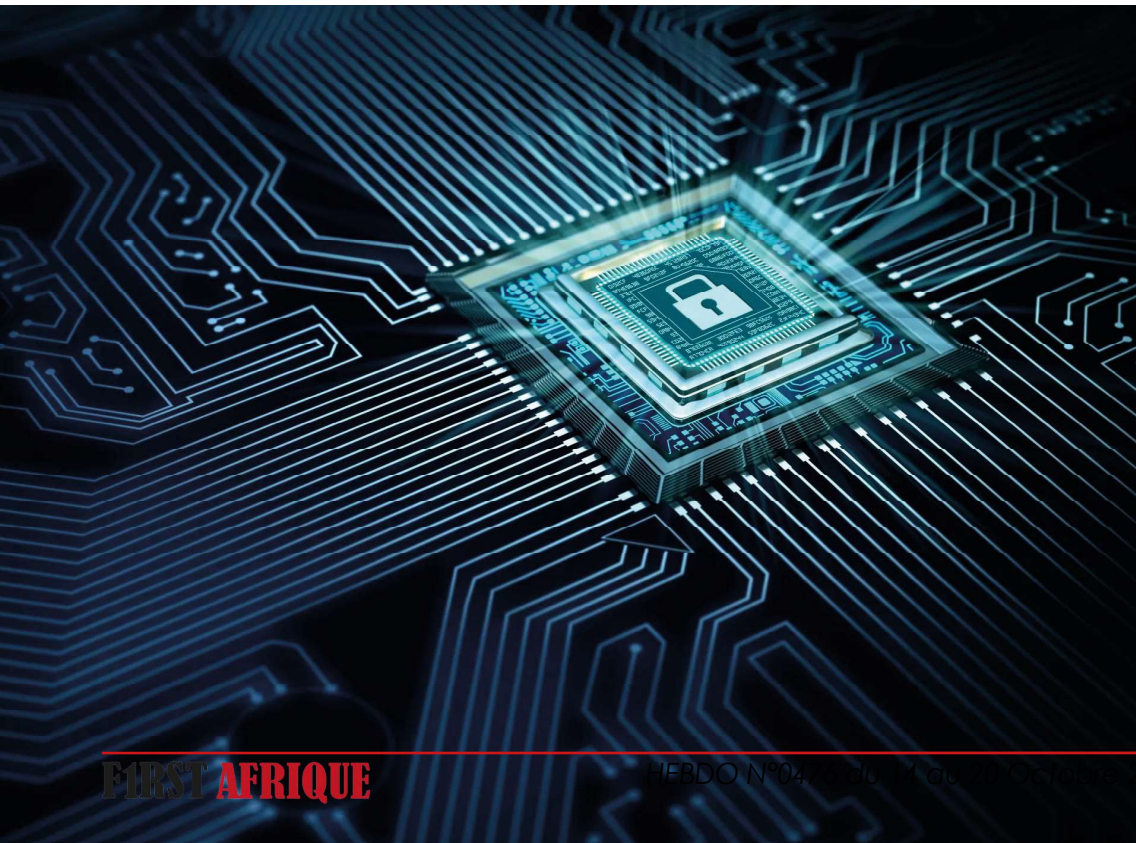
La connectivité, facilitée par le développement des réseaux de communication comme la 5G, est une

autre pierre angulaire de l'ère numérique. Elle permet de relier les individus, les entreprises et les machines à travers le globe, créant ainsi un monde hyperconnecté où l'information circule à une vitesse sans précédent.

Avec l'Internet des objets (IoT), des millions d'appareils connectés échangent des données en continu, depuis les montres intelligentes jusqu'aux systèmes de gestion d'énergie des villes. Cette interconnexion favorise une automatisation accrue dans de nombreux secteurs, comme l'industrie, où les machines peuvent communiquer entre elles pour optimiser la production, ou encore dans les villes intelligentes (smart cities), qui ajustent l'éclairage public ou la gestion du trafic en temps réel.

La 5G, en particulier, a révolutionné la vitesse et la fiabilité des connexions, rendant possible le déploiement massif de services comme la télé-médecine, la réalité augmentée et la voiture autonome. Toutefois, cette dépendance croissante à la connectivité rend les infrastructures plus vulnérables aux cyberattaques, ce qui pose des défis en matière de cybersécurité.

L'intelligence artificielle (IA) est sans doute l'une des technologies les plus



BIG DATA, IA ET CYBERSÉCURITÉ

révolutionnaires de notre époque. Capable de traiter d'énormes quantités de données et de réaliser des tâches complexes, l'IA trouve des applications dans de nombreux domaines : automatisation des processus, reconnaissance d'image, traitement du langage naturel, ou encore systèmes de recommandation.

Les assistants virtuels, comme Siri ou Alexa, et les chatbots sont des exemples de la manière dont l'IA s'intègre dans la vie quotidienne. Dans le secteur financier, elle permet de détecter les fraudes en temps réel grâce à des algorithmes de machine learning. Dans la médecine, les IA peuvent analyser des images médicales avec une précision parfois supérieure à celle des experts humains, accélérant ainsi les diagnostics et les traitements.

Malgré ses avantages, l'IA suscite également des craintes, notamment celle de l'automatisation qui pourrait conduire à la suppression de certains emplois. La question de l'éthique est aussi centrale, car l'utilisation des algorithmes de l'IA nécessite une transparence sur les biais qu'ils peuvent introduire.

Avec la montée en puissance du Big Data, de la

connectivité et de l'IA, la cybersécurité est devenue un enjeu majeur pour les organisations. Chaque connexion, chaque donnée et chaque interaction en ligne est potentiellement vulnérable face aux cybermenaces telles que le vol de données, les rançongiciels (ransomware), et les attaques par déni de service (DDoS).

Les entreprises investissent massivement dans des technologies de cybersécurité pour protéger leurs données sensibles et assurer la continuité de leurs opérations. Cela inclut l'utilisation de pare-feux avancés, le chiffrement des communications, et l'authentification à deux facteurs pour sécuriser les accès.

Au-delà des entreprises, les gouvernements prennent également des mesures pour protéger les infrastructures critiques, comme les réseaux énergétiques et les systèmes de santé. En effet, une cyberattaque contre ces infrastructures pourrait paralyser un pays entier. La coopération internationale est devenue indispensable pour lutter contre la cybercriminalité, car les menaces numériques n'ont pas de frontières.

Le Big Data, la connectivité, l'intelligence artificielle



et la cybersécurité ne sont pas des technologies isolées. Leur synergie est cruciale pour construire l'avenir de la société numérique. Par exemple, le Big Data alimente les algorithmes de l'IA, tandis que la connectivité permet à ces systèmes de traiter les données en temps réel. En retour, la cybersécurité assure la protection de ces échanges et garantit la fiabilité des données sur lesquelles repose l'intelligence artificielle.

Ces technologies offrent des opportunités exceptionnelles pour les entreprises et les gouvernements, mais elles nécessitent également une adaptation rapide aux changements. La transformation numérique, bien que porteuse de progrès, demande de l'innovation constante, de la vigilance

et une réflexion sur les impacts à long terme de ces outils sur la société.

L'ère numérique se caractérise par l'émergence de technologies puissantes et interconnectées qui redéfinissent notre manière de vivre, de travailler et d'interagir. Le Big Data, la connectivité, l'intelligence artificielle et la cybersécurité forment les piliers de cette transformation, chacun apportant son lot de bénéfices et de défis. Alors que le monde continue de se digitaliser à un rythme effréné, il est essentiel de saisir les opportunités offertes par ces innovations tout en veillant à en maîtriser les risques, pour bâtir un futur numérique inclusif et sécurisé.

La rédaction



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE